

WAUQUIEZ, LE CLIVAGE POUR LES NULS

Affairé à chercher le bon angle d'attaque contre Macron, le patron des Républicains élude les vrais débats qui tiraillent la droite autant que le reste de l'échiquier politique.

Pour un bon manuel des clivages simplistes, le VRP, c'est Wauquiez ! Le président des Républicains en a fait sa spécialité depuis qu'il s'est mis en tête de devenir le patron de la droite française au lendemain de la présidentielle de 2017. Depuis, Wauquiez fait feu de tout bois, et tant pis pour la complexité du réel. Il assure « écouter les Français » face à « une petite élite confite dans ses certitudes » et « un petit milieu qui admoneste ses leçons de morale » (son discours de rentrée en Haute-Loire, fin août), oubliant un peu vite que son brillant cursus en grandes écoles l'assimile dangereusement à ladite élite. Il décrit Macron comme « le plus parisien des présidents qu'on n'ait jamais eus » et « hanté par une haine de la province » (le JDD, octobre 2017) pour se poser en meilleur défenseur de la ruralité. Il oppose « celui qui travaille dur pour nourrir sa famille, payer sa maison et son essence » à « celui qui vit des allocations de l'assistanat » (meeting dans les Alpes-Maritimes, octobre 2017). Du gros rouge qui tache, assumé dans son entourage, où l'on pense que c'est le seul moyen de peser dans le débat. « Wauquiez tient sa ligne. S'il ne le fait pas, il est mort », glisse un élu du bureau politique de LR. Les quelques dizaines de milliers d'adhérents LR en redemandent, mais les sympathisants de droite sont dubitatifs. Seuls 57 % estiment que Wauquiez incarne bien la droite, selon un récent sondage Ifop pour le JDD, où il est surclassé par Sarkozy et Juppé, mais aussi par Xavier Bertrand et Valérie Pécresse. Dur... Si Wauquiez peine tant à convaincre, n'est-ce pas parce qu'un gros doute existe sur là où il veut réellement emmener son parti ? Malgré ses déclarations au bazooka et ses plaidoyers pour une « droite claire », il ne semble pas pressé de clarifier les clivages – véritables, ceux-là – qui menacent de fracturer sa famille politique. Ainsi, à l'approche des européennes, quel est donc son programme pour l'UE, lui qui a appelé il y a quatre ans à revenir à une Europe des Six avant de rétro-pédaler ? Qu'en est-il de sa position sur la régulation de la mondialisation, lui qui veut défendre les agriculteurs mais a pris les rênes d'un parti historiquement favorable aux traités de libre-échange ? Comment compte-t-il renforcer l'autorité de l'Etat et la place des services publics dans « les territoires oubliés » dont il se pose en protecteur, lui qui prétend « en même temps » couper dans les dépenses ? Dans son discours de rentrée, le 6 septembre, il reprochait à Emmanuel Macron d'être « isolé en Europe » et assurait que lui parlait aussi bien à Orban qu'à Merkel. Mais pour leur dire quoi ? ■ LOUIS HAUSALTER

L'EMPIRE MAASTRICHIEN

POPULISTES CONTRE POPULICIDES

Les partis dits populistes progressent partout en Europe. Ceux qui prétendent les combattre sont-ils les pompiers ou les pyromanes ? PAR MICHEL ONFRAY

Nous disposons désormais d'assez de recul pour nommer les choses par leur véritable nom : Maastricht est le nom d'un empire. Qu'est-ce qu'un empire ? Littré le précise : « Il se dit d'un Etat considérable, quelle que soit la forme du gouvernement. » Cet « Etat considérable » a en effet son drapeau, il flanque partout ceux des nations qui le constituent et qui, de ce fait, passent au second plan – il affiche clairement ses racines chrétiennes avec le bleu marial et les étoiles qui dansent au-dessus de la tête de la Vierge Marie des catholiques – ; il a sa devise en latin d'église – « *In varietate concordia* », autrement dit : « Unie dans la diversité » – ; il a sa Constitution – le traité de Rome – ; il a sa monnaie – l'euro – ; il a son Parlement – à Strasbourg – ; il a son hymne – l'*Ode à la joie*, de Beethoven sur des vers de Schiller, deux Allemands – ; il a sa fête nationale – le 9 mai, qui est la date anniversaire de la déclaration fondatrice de la constitution européenne ratifiée par Robert Schuman en 1950 – ; il a ses pères fondateurs – Robert Schuman donc, mais aussi Jean Monnet – ; il a ses apôtres – Giscard, Mitterrand, Simone Veil, Jacques Delors – ; il a également ses petites mains : la menue monnaie présidentielle depuis Mitterrand – Chirac et Sarkozy, Hollande et

Macron, mais aussi une quantité considérable de ministres dont Jean-Luc Mélenchon pendant très longtemps et nombre d'anciens combattants de Mai 68, dont l'innarrable Daniel Cohn-Bendit – ; il a enfin ses intellectuels organiques – BHL et Luc Ferry, Alain Minc et Jacques Attali pour les plus visibles. A quoi il faut ajouter la quasi-totalité du monde journalistique qui sévit dans les grands supports, service public compris, bien sûr !

Quelle guerre ?

C'est au nom de cet Etat considérable qu'il est désormais interdit d'aimer tout Etat constitutif de cet empire, sous prétexte de passer pour nationaliste, donc xénophobe, donc raciste, donc fasciste. Car, c'est bien connu, « le nationalisme, c'est la guerre », comme l'a dit jadis François Mitterrand, alors président de la défunte République française, dans un discours qui se voulait testamentaire le 17 janvier 1995 à Strasbourg, devant le Parlement européen réuni en séance plénière.

Ce président qui fut socialiste jusqu'en 1983 a bien raison d'affirmer une pareille chose, mais probablement pas comme il l'entendait. Car c'est ce nationalisme maastrichien qui est en train de couvrir une guerre qui existe déjà sous sa forme sociale – et non je ne sais quel autre

nationalisme... Car cet empire maastrichtien a aussi une politique : c'est une tyrannie libérale qui, sans craindre l'oxymore, impose les lois du marché de façon autoritaire, étatique et bureaucratique. Ce libéralisme dispose de finances, un véritable trésor de guerre avec l'impôt du contribuable européen qui lui permet d'assurer sa domination politique et idéologique. L'Empire maastrichtien dispose de formidables relais dans le monde médiatique où quelques fortunes tiennent entre leurs mains un nombre considérable de médias – quotidiens, hebdomadaires, radios, télévisions, sites... On y endoctrine massivement, puissamment, et ce à longueur de temps.

Cet empire dispose d'une idéologie : c'est celle qu'à consignée la Fondation Terra Nova dans une note parue en 2011 qui est un genre de catéchisme europhile pour les nuls. Ce texte prenait acte de la désaffection électorale d'une grande partie des victimes de cet Etat maastrichtien et qui, de ce fait, avait quitté le vote de gauche au profit du Front national, Terra Nova avalisait la chose et invitait la gauche maastrichtienne (un giscardisme soutenu par *Libération*, *le Monde*, *France Inter*, *l'Obs* et autres supports néolibéraux subventionnés par l'argent du contribuable...) à draguer du côté d'un nouvel électorat. Exit ce que j'avais alors nommé le peuple old school, et bonjour, le nouveau peuple constitué par les minorités sexuelles, les minorités raciales, les minorités ethniques promues majorités idéologiques. Tocqueville annonçait



MICHEL ONFRAY est philosophe et essayiste. Dernier ouvrage paru : *le Deuil de la mélancolie*, 2018.

la tyrannie de la majorité, il s'est trompé : l'Etat maastrichtien assure idéologiquement la tyrannie des minorités – dont celle de son idéologie elle aussi minoritaire.

Ce peuple old school, sacrifié sur l'autel du profit libéral et de la religion des minorités, a compris que cette Europe qu'on lui présentait au moment du traité européen de Maastricht (1992) comme une garantie de plein-emploi, de paix entre les nations, de disparition du chômage, de forte croissance, d'amitié entre les peuples, n'a jamais produit que ce que génère le capitalisme libéral, autrement dit la paupérisation – des pauvres de plus en plus nombreux et de plus en plus riches et de moins en moins nombreux. Et la paupérisation est le moteur de la lutte des classes.

sous la plume de Philippe Val, dans *Charlie Hebdo*, lors du non massif de 2005 (54,68 % de nazis français...)

Déni de vote

Qu'ont fait les armées de cet empire maastrichtien de ce non qui disait clairement les choses ? Un chiffon de papier, un torchon. Le peuple avait mal voté, le Congrès a revoté pour lui. De sorte que le traité refusé par le peuple en 2005 l'a été par ses prétendus représentants au Congrès réuni à Versailles en 2008.

Comment nommer ce déni de vote d'un peuple souverain par ceux qui sont censés le représenter ? Un populicide. Un mot inventé par Gracchus Babeuf en son temps qui pourrait ici reprendre du service. Littre nous donne son sens : « *Néologisme du langage révolu-*

“QU'APRÈS TROIS ANNÉES LA GRANDE-BRETAGNE N'AIT PU SORTIR DE CETTE EUROPE TÉMOIGNE DE LA NATURE ILLIBÉRALE DE CE RÉGIME IMPÉRIAL.”

Les plus exposés à cette brutalité des marchés qui ont vu se dégrader ou disparaître les services publics, l'école et l'armée, la police et l'éducation, la poste et la santé qui les préservait jadis un peu de la souffrance sociale, de l'insécurité sociale, de l'inégalité sociale, de ce que Bourdieu nommait si justement « *la misère du monde* », ont commencé à exprimer leurs doutes lors des élections. Leurs doutes et leurs craintes.

Quand ils ont demandé, par la voie électorale pacifique, un changement de la règle du jeu, l'Europe, oui, mais pas dans sa seule formule libérale, ils ont dû faire face aux chiens de l'empire qui les ont salis, humiliés, insultés, méprisés, puis négligés : sous-diplômés, incultes, provinciaux, ruraux, demeurés ; puis racistes, xénophobes, islamophobes, fascistes, nazis – « *nationaux et socialistes* », a-t-on pu lire

tionnaire. Qui cause la mort, la ruine du peuple. »

L'Empire maastrichtien ne vit que de populicides. Qu'après trois années la Grande-Bretagne n'ait pu sortir de cette Europe alors qu'un vote du peuple souverain l'a explicitement demandé témoigne de la nature illibérale de ce régime impérial. Les peuples l'ont désormais enfin bien compris. Le prochain scrutin européen le montrera, y compris par les votes blancs, les votes nuls et l'abstention, qui sera, c'est facile à prévoir, le grand vainqueur. Car, avisés par les jurisprudences du traité de Lisbonne et du Brexit, les peuples pourraient bien ne pas aller voter, en sachant que l'Etat maastrichtien a préparé une grande poubelle pour y mettre leur vote dans le cas où il ne serait pas en faveur de sa puissance. Dans n'importe quelle démocratie digne de ce nom, cette façon de faire se nomme dictature. ■

LE PARLEMENT EUROPÉEN, à Strasbourg.



René Mattes / hemis.fr